

N° 004722/20 17 JUL 2026

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°/AONO/MINJUSTICE/CIPM/2026 DU
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DU MOBILIER DE BUREAU
POUR LE PALAIS DE JUSTICE D'EDEA.**

Financement : Budget d'Investissement Public.

1. Objet

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail en vue d'impacter quantitativement et qualitativement le rendement des personnels, le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux lance pour le compte du Ministère de la Justice un Appel d'Offres National Ouvert, en procédure d'urgence, en vue de l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau pour le Palais de Justice d'Edéa.

2. Consistance des prestations

La consistance des prestations porte sur l'acquisition, le transport jusqu'au lieu de livraison des effets, suivant les lots ci-après :

Lot 1 : acquisition du matériel et du mobilier de bureau pour les salles d'audiences du Palais de Justice d'Edéa ;

Lot 2 : acquisition du mobilier de bureau pour le Palais de Justice d'Edéa.

**LOT I - ACQUISITION DU MATERIEL ET DU MOBILIER DE BUREAU
POUR LES SALLES D'AUDIENCES DU PALAIS DE JUSTICE D'EDEA**

N°	DESIGNATIONS
1	Table rustique en panneaux bois massif Iroko pour l'estrade (Siège) de dimensions: Longueur 5 m, largeur 0.80 m et hauteur 0.80 m
2	Table rustique en bois massif Iroko pour le Ministère Public de dimensions : Longueur 2 m, largeur 0.70 m et hauteur 0.75 m
3	Table rustique en bois massif Iroko pour le Greffier audientier de dimensions: Longueur 1.20 m, largeur 0.70 m et hauteur 0.75 m
4	Table rustique en bois massif Iroko pour les Avocats de dimensions: Longueur 2 m, largeur 0.7 m et hauteur 0.75 m
5	Box des Témoins en bois massif iroko de dimensions: Longueur 1.2 m, largeur 1.2 m et hauteur 0.90 m
6	Box des Accusés en bois massif Iroko de dimensions: Longueur 1.50 m, largeur 1 m et hauteur 0.90 m
7	Fauteuil rustique pour le Siège en bois massif Iroko avec accoudoirs, dossiers et assise rembourrés en cuir de qualité supérieure de dimensions : Hauteur assise 0.55 m, largeur 0.60 m, profondeur 0.50 m et hauteur totale 1 m
8	Fauteuil rustique pour le Ministère Public en bois massif iroko avec accoudoirs, dossier et assise rembourrés en cuir de qualité supérieure de dimensions: Hauteur assise 0.55 m, largeur 0.60 m, profondeur 0.50 m et hauteur totale 1 m
9	Fauteuil bas rustique pour le Greffier audientier en bois massif Iroko avec accoudoirs, dossier et assise rembourrés en cuir de qualité supérieure de dimensions: Hauteur assise 0.45 m, largeur 0.50 m, profondeur 0.50 m et hauteur totale 0.90 m
10	Bancs pour les Avocats en bois massif Iroko avec dossier et assise rembourrés en simili cuir de dimensions : Longueur 1.8 m, hauteur assise 0.45 m et hauteur totale 0.90 m
11	Bancs pour le public en bois massif iroko avec dossier de dimensions: Longueur 2 m, hauteur assise 0.45 m et hauteur totale 0.90 m
12	Chaises pour le box des Accusés en bois massif iroko avec dossier et assise de dimensions: Longueur 1 m, hauteur assise 0.45 m, et hauteur totale 0.90 m
13	Chaise pour Témoin en bois massif iroko de dimensions : Hauteur assise 0.45 m, largeur 0.50 m, profondeur 0.50 m et hauteur totale 0.90 m
14	Table de conférence en bois pour la salle de délibérations et la salle des Avocats de dimensions : longueur 2.5 m, largeur 1.2 m, hauteur 0.75 m
15	Chaises de conférence, avec accoudoir, rembourrage mousse haute densité pour la salle de délibération et la salle des Avocats
16	Armoire classeur en bois LC iroko caisse laqué, battant vitré et battant fermé avec étagère de dimensions 1.5 m x 2.00 m pour la salle de délibération

LOT II – ACQUISITION DU MOBILIER DE BUREAU POUR LE PALAIS DE JUSTICE D'EDEA



1	Bureau en bois massif iroko avec sous-main en simili cuir incorporé, caisse laquée de dimensions 1.40 x 0.70x0.75 avec 3 tiroirs et un retour informatique assorti du bureau
2	Fauteuils bureau (grand confort, mécanisme synchrone accoudoir, roulettes, assise réglable en hauteur, rembourrage mousse haute densité en simili cuir 5 roues)
3	Fauteuil visiteur avec accoudoir, rembourrage mousse haute densité
4	Armoire classeur en bois LC iroko caisse laquée, battant vitré et battant fermé avec étagère de dimensions 1.5 m x 2.00 m

3. Allotissement

Les prestations ci-dessus font l'objet de deux (2) lots à savoir :

Lot 1 : acquisition du matériel et du mobilier de bureau pour les salles d'audiences du Palais de Justice d'Edéa ;

Lot 2 : acquisition du mobilier de bureau pour le Palais de Justice d'Edéa.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations relatives au présent Appel d' Offres est précisé ainsi qu'il suit :

Lot 1 : Soixante-dix millions (70 000 000) F CFA Toutes Taxes Comprises (TTC)

Lot 2 : Cent- trente millions (130 000 000) F CFA TTC.

5. Délais prévisionnels et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour chacun des lots, en vue de la livraison des prestations relatives au présent Appel d'offres est de 120 jours calendaire(s).

Le lieu de livraison est le nouveau Palais de Justice d'Edéa.

6. Participation et origine

La participation à cet Appel d'Offres National Ouvert, en procédure d'urgence, est ouverte à toute Entreprise ou groupement d'entreprises établi au Cameroun ayant des compétences et une expérience avérée dans le domaine de l'ameublement et des équipements.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n°60 08 120 0 33000001 0330 524118.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans le DAO et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Ce cautionnement de soumission est assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et de Consignations (CDEC). Son montant s'élève à :

- Lot 1 : sept cent mille (700 000) F CFA ;

- Lot 2 : un million trois cent mille (1 300 000) F CFA.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre, entraîne le rejet pur et simple de l'offre ou un organisme financier de 1^{ère} catégorie. Une caution de soumission non conforme et n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables, au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 410, dès publication du présent Avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)



11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue aux heures ouvrables, au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 410, BP 1000 Yaoundé Cameroun dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres de cent mille (100 000) Francs CFA valable pour les deux lots, et payable au Trésor public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm). Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne ; l'offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 14 AOÛT 2026 à 12 heures, heure limite et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° /AONO/MINJUSTICE/CIPM/2026 DU EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DU MOBILIER DE BUREAU POUR LE PALAIS DE JUSTICE D'EDÉA. « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

Les offres parvenues après les date et heure de dépôt seront irrecevables.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° /AONO/MINJUSTICE/CIPM/2026 DU 7 JUIL 2026 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DU MOBILIER DE BUREAU POUR LE PALAIS DE JUSTICE D'EDÉA. « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

dans les délais impartis pour la soumission en ligne.

N.B : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituer l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Méga octets (MO) pour le dossier Administratif ;
- 15 Méga octets (MO) pour l'Offre Technique ;
- 5 Méga octets (MO) pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13. Recevabilité des offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heure limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Règlement particulier de l'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission timbré, assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et de Consignations (CDEC), et délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu le 14 AOÛT 2026 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministre de la Justice, dans la salle de conférences du Ministère de la Justice au troisième étage du bâtiment central.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

10

Sous peine de rejet, les pièces requises du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (3) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1.1 Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif :

1. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
2. Non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
3. Absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis.

15.1.2 Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique

1. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
2. Absence de prospectus ou des fiches techniques produit par le fabricant ;
3. Non-respect de la spécification technique relative aux machines de menuiserie (exigé uniquement Pour le lot 1)
4. Non-respect d'au moins 5 critères essentiels (5 renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) sur 7 (7 renvoyant au nombre total de critères essentiels)
5. Absence du certificat de garantie d'au moins 01 (un) an ;
6. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
7. Absence de la déclaration d'engagement sur l'honneur au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.1.3 Critères éliminatoires relatifs à l'offre financière

1. Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
2. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
3. Absence de l'attestation de capacité de préfinancement d'au moins trente millions (30 000 000) FCFA pour le lot 1 et cinquante millions (50 000 000) FCFA pour le lot 2 ;
4. Absence de la lettre de soumission ;

15.1.4 Critères éliminatoires d'ordre général

1. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
2. Non-respect du format du fichier des offres ;
3. Absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné des prestations durant les trois (03) dernières années;

15.2. Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- les moyens logistiques ;
- la méthodologie ;
- Les preuves d'acceptations des conditions du marché ;
- La présentation d'un certificat attestant la légalité du bois utilisé

16. Attribution

Le Maitre d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante après application des remises proposées le cas échéant.

11

17. Nombre maximum de lots

Un candidat peut soumissionner pour plusieurs lots, mais ne peut être attributaire de plus d'un.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 60 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 410.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques bien vouloir appeler ou envoyer un sms au Ministère des Marchés Publics (MINMAP) aux numéros suivants: 673 205 725 / 699 370 748, ou le MO/MOD au numéro 222 23 90 63

Ampliations :

- MINMAP (information) ;
- ARMP (pour information et publication) ;
- Présidente CIPM (information) ;
- SOPECAM (publication);

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA JUSTICE,
GARDE DES Sceaux,



Laurent ESSO

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER URGENT PROCEDURE

No. /AONO/MINJUSTICE/CIPM/2026 OF 7...../2026 FOR THE ACQUISITION OF OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE FOR THE EDEA COURTHOUSE

Financing: Public Investment Budget

1. Subject

In order to improve working conditions with a view to quantitatively and qualitatively improve the performance of the personnel, the Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals hereby launches on behalf of the Ministry of Justice, an Open National Invitation to Tender under urgent procedure for the acquisition of office equipment and furniture for the Edea Courthouse.

2. Scope of Services

The services shall include the acquisition and transportation to the place of delivery of the following lots:

Lot 1: Acquisition of office equipment and furniture for the courtrooms of the Edea Courthouse;

Lot 2: Acquisition of office furniture for the Edea Courthouse.

LOT 1- ACQUISITION OF OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE FOR THE COURTROOMS OF THE EDEA COURTHOUSE

No.	DESIGNATION
1	Rustic table with panels made of solid Iroko wood for the rostrum (Bench) in the following dimensions: Length 5 m, width 0.80 m and height 0.80 m
2	Rustic table made of solid Iroko wood for the Legal Department, in the following dimensions: Length 2 m, width 0.70 m and height 0.75 m
3	Rustic table made of solid Iroko wood for the Registrar in attendance in the following dimensions: Length 1.20 m, width 0.70 m and height 0.75 m
4	Rustic table made of solid Iroko wood for Lawyers, in the following dimensions: Length 2 m, width 0.7 m and height 0.75 m
5	Witness box made of solid Iroko wood in the following dimensions: Length 1.2 m, width 1.2 m and height 0.90 m
6	Defendants' dock made of solid Iroko wood in the following dimensions: Length 1.50 m, width 1 m and height 0.90 m
7	Rustic armchair for the Bench, made of solid Iroko wood with armrests, backrest, and seat padded with premium-quality upholstery leather, in the following dimensions: seat height 0.55 m, width 0.60 m, depth 0.50 m and total height 1 m
8	Rustic armchair for the Legal Department, made of solid Iroko wood with armrests, backrest and seat padded with premium-quality upholstery leather, in the following dimensions: Seat height 0.55 m, width 0.60 m, width 0.50 m total height 1 m
9	Low rustic armchair for the Registrar in attendance, made of solid Iroko wood with armrests, backrest and seat padded with premium-quality upholstery leather, in the following dimensions: Seat height 0.45 m, width 0.50 m, depth 0.50 m and total height 0.90 m
10	Benches for Lawyers, made of solid Iroko wood with backrest and seat padded with imitation upholstery leather in the following dimensions: Length 1.8 m, seat height 0.45 m and total height 0.90 m
11	Benches for the audience, made of solid Iroko wood with backrest in the following dimensions: Length 2 m, seat height 0.45 m and total height 0.90 m
12	Chairs for the defendants' dock made of solid iroko with backrest and seat in the following dimensions : Length 1 m, seat height 0.45 m, and total height 0.90 m
13	Chair for witnesses made of solid Iroko wood in the following dimensions: Seat height 0.45 m, width 0.50 m, depth 0.50 m and total height 0.90 m

14	Wooden conference table for the deliberation room and the Lawyers' room in the following dimensions: length 2.5 m, width 1.2 m, height 0.75 m
15	Conference chairs with armrest, high density foam padding for the deliberation room and the Lawyers' room.
16	Iroko glulam block lacquered filing cabinet, featuring glass-fronted and closed compartments, equipped with shelves for the deliberation room, in the following dimensions 1.5 m x 2.00 m

LOT II – ACQUISITION OF OFFICE FURNITURE FOR THE EDEA COURTHOUSE

1	Iroko wood desk with built-in imitation leather desk pad, lacquered hutch measuring 1.40 x 0.70x0.75 with 3 drawers, and a matching computer side return table
2	Office chairs (cosy, synchronous mechanism, armrests, casters, height-adjustable seat, high-density foam padding, upholstered in imitation leather, equipped with 5 casters).
3	Guest chairs with armrest, high density foam padding
4	Iroko glulam block lacquered filing cabinet, featuring glass-fronted and closed compartments, equipped with shelves, in the following dimensions 1.5 m x 2.00 m

3. Allotment

The above-mentioned equipment shall be delivered in two (2) lots:

Lot 1: Acquisition of office equipment and furniture for the courtrooms of the Edea Courthouse,

Lot 2: Acquisition of office furniture for the Edea Courthouse

4. Estimated Cost

The estimated cost of the supply relating to this invitation to tender shall be:

Lot 1: CFAF Seventy million (70 000 000) all taxes included;

Lot 2: CFAF One hundred and thirty million (130 000 000) all taxes included.

5. Estimated Deadline and Place of Delivery

The maximum deadline set by the Project Owner for the delivery of the items of this invitation to tender shall be 120 calendar days.

The place of delivery shall be the new Edea Courthouse.

6. Participation and Origin

Participation in this Open National Invitation to Tender under urgent procedure is open to firms or groups of firms based in Cameroon with expertise and proven experience in the field of furnishing and equipment.

7. Financing

The services of this Invitation to Tender are financed by the Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Justice for the 2026 Financial Year, Budget Line No. 60 08 120 0 33000001 0330 524118.

8. Bidding

Within the framework of this invitation to tender, bidding shall be done online.

9. Bid Bond

Each bidder shall add to administrative documents, a hand-signed and stamped provisional issued by a banking institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts, a list of which appears in the Tender File and valid for a period of thirty (30) days beyond the original date of validity of tenders. The bid bond shall go with a receipt issued by the Deposit and Consignment Fund. It shall amount to:

- Lot 1: CFAF Seven hundred thousand (700 000);
- Lot 2: CFAF One million and three hundred thousand (1 300 000).

Any offer lacking a bid bond issued by a first-class banking or financial institution shall be rejected. Any non-compliant bid bond, or bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted. Any bid bond submitted by a bidder during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the Tender File can be consulted free of charge during working hours, at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410, upon publication of this invitation to tender . It can also be consulted online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> and on the website of ARMP (www.arpmp.cm).

11. Acquisition of Tender File

The hard copy of the Tender File can be obtained during working hours at the Ministry of Justice, Department of General Affairs (DAG), Public Contracts Service, Room 410, upon publication of this invitation to tender and upon presentation of a payment receipt, into the Public Treasury, of a non-refundable fee of CFAF one hundred thousand (100,000) for the purchase of the tender file for the two lots.

It is also possible to freely download the digital version of the file on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> and on the website of ARMP (www.arpmp.cm). However, in order to bid online, bidders must pay the tender file purchase fee.

12. Submission of bids

Bids shall be submitted online exclusively; each bid drafted in English or French shall be submitted on the COLEPS platform latest on 14 AOÛT 2026 at 12h00, deadline for the reception of bids and shall bear the following information:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No. /AONO/MINJUSTICE/CIPM/2026 OF..... UNDER URGENT PROCEDURE FOR THE ACQUISITION OF OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE FOR THE EDEA COURTHOUSE. "TO BE OPENED ONLY AT THE TENDER OPENING SESSION".

Any offer submitted after the deadline shall be rejected.

A back-up copy of the bid, saved in a USB drive or a CD/DVD, shall be forwarded within the allotted time for online submission in a sealed envelope bearing the information "back-up copy" written in a clear and legible way, as well as

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No..... /AONO/MINJUSTICE/CIPM/2026 / OF 20 UNDER URGENT PROCEDURE FOR THE ACQUISITION OF OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE FOR THE EDEA COURTHOUSE. "TO BE OPENED ONLY AT THE TENDER OPENING SESSION"

NB: File size and format

For online bidding, documents to be submitted on the platform shall have the following maximum sizes:

- 5 Mo for the administrative file;
- 15 Mo for the technical offer;
- 5 Mo for the financial offer.

The following formats shall be accepted:

- PDF format for texts;
- JPEG for images.

In order to comply with the above-mentioned sizes, each candidate shall make sure to use a file compression software to reduce the size of files to be forwarded if need be.

Any bid submitted after the deadline shall be rejected.

13. Tender Compliance

The following shall be rejected by the Project Owner:

- Bids bearing information on the identity of the bidder;
- Bids submitted after the deadline;
- Bids not in compliance with the submission method;
- Bids not indicating the invitation to tender concerned.

Any offer not in keeping with tender requirements shall be rejected. Failure to provide a stamped bid bond issued by a financial institution approved by the Ministry of Finance and authorised to issue bid bonds within the framework of Public Contracts, with the receipt issued by the Deposit and Consignment Fund shall result in the outright rejection of the bid without any recourse. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted.

14. Opening of Bids

Tenders shall be opened in a single phase by the Ministry's Tender Board in the Conference Room of the Ministry of Justice, located at the third floor of the main building, off Avenue 2001, at 10h00.

Only bidders or their duly mandated representative, even for groups of firms, shall attend this opening session.

Under pain of rejection, documents of the administrative file shall be submitted in originals or copies certified true by the issuing service or the competent administrative authority. They shall be less than three (3) months or be established after the date of signature of the invitation to tender.

In case of absence or non-compliance of a document of the administrative file during the tender opening session, after a deadline of 48 hours granted by the Board, the offer shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

15.1.1. Eliminary Criteria relating to Administrative Documents

- 1) False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- 2) Failure to submit a document of the administrative file deemed non-compliant or lacking during the tender opening session, beyond the deadline of 48 hours after the opening of bids (except the bid bond).
- 3) Absence of the bid bond at the tender opening session.

15.1.2 Eliminary Criteria relating to the Technical Offer:

- 1) False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- 2) Absence of leaflets or the manufacturer's information documents;
- 3) Failure to comply with the technical specification relating to joinery machines (required for Lot 1 only);
- 4) Failure to meet at least 5 essential criteria (which is the minimum to validate a technical offer) over 7 (total number of essential criteria);
- 5) Absence of a warranty certificate for at least one (1) year;
- 6) Absence of a dated and signed integrity charter;
- 7) Absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses.

15.1.3: Eliminary Criteria relating to the Financial Offer:

- 1) Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- 2) False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- 3) Absence of the attestation of pre-financing capacity to the tune of at least CFAF thirty million (30 000 000) for Lot 1 and fifty million (50 000 000) for Lot 2;
- 4) Absence of the bidding letter.

15.1. 4: General Eliminatory Criteria

1. False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
2. Non-compliance with the format of offers submitted online;
3. Absence of a sworn statement of non-abandonment of services for the past three (3) years.

Handwritten mark

15.2: Essential criteria to qualify bidders shall be:

- the presentation of the offer;
- references of the bidder;
- qualification and experience of the personnel;
- logistics;
- methodology;
- proof of acceptance of contract terms;
- Presentation of a certificate attesting the legality of the wood used.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose offer will have been established as compliant with the tender file, who has the required technical and financial capacity to execute the contract in a satisfactory way and whose offer shall be evaluated as the lowest after applying the suggested discounts where necessary.

17. Maximum Number of Lots

A candidate may bid for several lots, but shall not be awarded more than one.

18. Tender Validity

Bidders shall be bound by their tenders for a period of sixty (60) days with effect from the tender submission deadline.

19. Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410.

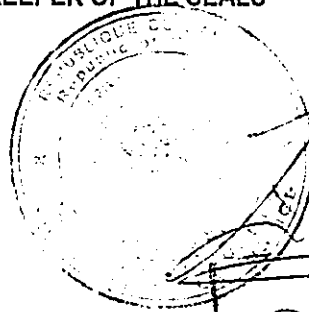
20. Fight against Corruption and Poor Practices

For any complaint relating to corruption or poor practices, please call or text a message to the Ministry of Public Contracts (MINMAP) using the following numbers: 673 205 725 /699 370 748 or the Project Owner /Delegated Project Owner using 222 23 90 63.

THE MINISTER OF STATE, MINISTER OF JUSTICE,
KEEPER OF THE SEALS

Copies:

- MINMAP (information);
- ARMP (for information and publication);
- Chairperson CIPM (information);
- SOPECAM (publication);
- MINJUSTICE (posting).



Handwritten signature
LESSO

Handwritten mark